



24 JUL. 2024

Arrêté n° DRI-20240017OP

ARRÊTÉ PORTANT PERMISSION DE VOIRIE

Le Président du Département de Saône-et-Loire,

Vu le Code des postes et communications électroniques,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L3231-4,

Vu le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes prévues par les articles L.47 et L.48 du code des postes et communications électroniques,

Vu le Décret n° 2012-513 du 18 avril 2012 relatif à la communication d'informations à l'Etat et aux Collectivités territoriales sur les infrastructures et réseaux établis sur leur territoire,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment les dispositions de la 8ème partie,

Vu le Règlement départemental de voirie adopté par l'Assemblée départementale du 18 novembre 2022,

Considérant l'autorisation délivrée par l'ARCEP au pétitionnaire pour exercer son activité d'opérateur de communications électroniques,

Considérant la demande du 24/06/2024 portant la référence n°1041428, par laquelle ORANGE SADE RCC (Sylvain CLERC), domicilié 200 Rue Louis Braille 54710 FLEVILLE-DEVANT-NANCY, sollicite l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public, Route D970 du PR 38 + 565 au PR 38 + 680, Route de Mervans, en agglomération, sur le territoire de Saint-Germain-du-Bois,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services départementaux ;

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation

Le permissionnaire est autorisé à installer et à maintenir les infrastructures de télécommunications suivantes dans le domaine public routier départemental et ses dépendances jusqu'au 31/12/2035.

Les infrastructures implantées comprennent 60 mètres d'artères souterraines et 10 chambres souterraines.

Les infrastructures retirées comprennent 40 mètres d'artères aériennes et 6 poteaux.

Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'UN an à compter du jour de sa délivrance. Dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période, une nouvelle demande devra être effectuée.

Tout renouvellement devra être sollicité au moins deux mois avant l'expiration de l'autorisation en cours, si le permissionnaire entend poursuivre l'occupation du domaine public départemental.

Article 2 : Exploitation, entretien et maintenance des ouvrages

Le permissionnaire s'engage à maintenir les ouvrages autorisés en bon état d'entretien pendant toute la durée de son occupation et à ce que les ouvrages restent conformes à l'affectation du domaine occupé, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Lors de ces opérations d'entretien et de maintenance, aucun empiètement n'est possible sur la plateforme de la voie. Si tel devait être le cas un arrêté de circulation devra être sollicité.

En cas d'urgence justifiée, le permissionnaire peut entreprendre sans délai des travaux de réparation sous réserve que le Service territorial d'aménagement soit avisé immédiatement (copie de l'avis des travaux urgents) afin de pallier à tout inconvénient immédiat pour la circulation. La demande de permission de voirie devra alors être remise, à titre de régularisation au Service territorial d'aménagement dans les 72 h qui suivront le début des travaux, dans le cas d'une ouverture de tranchée.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires.

Article 3 : Redevance

La redevance est calculée conformément à l'article 50 du règlement départemental de voirie.

Le permissionnaire s'oblige à acquitter une redevance exigible dans les 15 jours suivant la réception du titre exécutoire.

La redevance est calculée pour l'année entière sur l'intégralité des installations sans tenir compte de la date de leur implantation. En revanche, il ne sera rien réclamé pour les ouvrages supprimés dans le courant de l'année expirée.

La longueur de l'installation souterraine, soit 60 mètres sera rajoutée à la déclaration annuelle des installations de l'opérateur.

La longueur de l'installation aérienne, soit 40 mètres sera déduite à la déclaration annuelle des installations de l'opérateur.

La surface des 10 chambres sera rajoutée à la déclaration annuelle des installations de l'opérateur.

Article 4 : Responsabilité du pétitionnaire

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers et/ou la réalisation de ses travaux de maintenance et d'entretien.



DIRECTION DES ROUTES ET DES INFRASTRUCTURES
SERVICE TERRITORIAL D'AMÉNAGEMENT DU LOUHANNAIS

En cas de malfaçon ou de non-respect des dispositions fixées par la présente autorisation, le bénéficiaire sera mis en demeure, sauf urgence avérée, de remédier à ces désordres, dans un délai au terme duquel le Département se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par la Collectivité comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : Retrait de la permission de voirie

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier de droit à indemnité.

Par ailleurs, l'inexécution des prescriptions techniques entraîne le retrait de l'autorisation, indépendamment des mesures qui pourraient être prises pour la répression des contraventions de voirie et la suppression des ouvrages.

Article 6 : Partage des installations

En cas d'installation susceptible de partage, le permissionnaire a l'obligation d'avertir le Département de l'implantation de tout nouveau câble d'un occupant tiers.

Le cas échéant, le permissionnaire informera le Département des conditions dans lesquelles sa responsabilité est garantie dans le cadre d'un contrat d'assurances dont il aurait pris l'initiative. Il reste par ailleurs responsable de la compatibilité de fonctionnement de son propre réseau avec les réseaux déjà en place.

Article 7 : Remise en état des lieux

A l'expiration de l'autorisation, en cas de révocation ou en cas de perte de sa qualité d'opérateur de télécommunications, les installations devront être supprimées. Les lieux seront alors remis en état, sauf si le Département décide de prendre possession des installations. En cas d'inexécution du permissionnaire et après mise en demeure restée sans effet, les travaux seront exécutés par le Département aux frais de l'occupant.

Les équipements techniques tels que câbles, fibres, dispositifs électroniques, sont et demeurent la propriété de l'opérateur de télécommunications et ne peuvent faire l'objet d'aucune incorporation au domaine public routier pendant la durée de la présente permission. Ils devront être retirés dès l'expiration de ladite permission.

Si les ouvrages faisant l'objet de cette autorisation sont occupés par un câble appartenant à un autre opérateur, le Département se substitue de plein droit au permissionnaire et perçoit, en lieu et place, les éventuelles rémunérations que le deuxième opérateur devait verser au premier occupant par voie conventionnelle.

Le permissionnaire autorisera le Département et les entreprises intervenant pour son compte en cas de mobilisation de son réseau ou de son génie civil à utiliser les chambres de tirage pour ses propres besoins de raccordement. L'intervention sur ce génie civil se fera alors dans les conditions techniques fixées par le permissionnaire et sous son contrôle.

Article 8 : Recours de la décision

Cette décision peut être contestée dans les 2 mois à compter de la notification de la présente décision, soit auprès du Président du Département pour un recours gracieux, soit auprès du Tribunal administratif de Dijon qui peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr pour un recours contentieux.

Article 9 : Règlementation

L'ensemble des dispositions du Règlement départemental de voirie auquel il n'est pas dérogé dans la présente s'applique intégralement.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Directeur général de services départementaux est chargé, en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

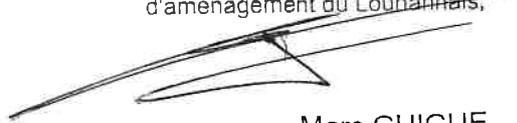
Article 11 : Ampliation

Une ampliation du présent arrêté est adressée à la Commune de Saint-Germain-du-Bois, S. DUBOIS, le CE de Saint-Germain-du-Bois, le STA du Louhannais, G. JACQUELIN.

Fait à Saint-Germain-du-Bois, le **22 JUL. 2024**

Le Président,

Pour le Président et par délégation,
l'Adjoint au Chef du Service territorial
d'aménagement du Louhannais,



Marc GUIGUE